



Jean Lapierre

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le départ de Cauchon ouvre la porte à Lapierre

L'ex-animateur de CKAC et de TQS annoncera ses intentions jeudi

PAUL CAUCHON
KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

L'ex-ministre libéral Martin Cauchon annoncera aujourd'hui son départ de la vie politique, ouvrant du coup la porte de la circonscription d'Outremont à Jean Lapierre, qui a quitté hier son poste d'animateur à CKAC et de chef d'antenne à TQS.

Le retour en politique de M. Lapierre fait l'objet de rumeurs persistantes depuis plusieurs mois. Ce n'est toutefois que jeudi qu'il fera connaître ses intentions, ce qui apparaît comme une formalité. Figure populaire du monde des communications, M. Lapierre pourrait être appelé à jouer le rôle de lieutenant politique au Québec pour le Parti libéral du Canada (PLC).

Entre-temps, Martin Cauchon libérera son siège de député, lui qui a été évincé du cabinet à l'arrivée de Paul Martin en décembre. Au bureau de M. Cauchon hier, on confirmait que les journalistes seraient convoqués pour une conférence de presse aujourd'hui. Un proche du député démissionnaire a par ailleurs assuré au *Devoir* que son ami quittait la politique «heureux de sa décision» et qu'à 41 ans, comme avocat,

VOIR PAGE A 8: LAPIERRE

SUPER BOWL

Le scandale a éclaté pendant que Bush dormait...

Le sein de Janet Jackson déclenche un délire médiatique aux États-Unis

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Le spectacle de la mi-temps du Super Bowl dimanche soir a créé une véritable onde de choc hier aux États-Unis, alors que tous les médias n'en avaient que pour un seul sujet, le sein droit de Janet Jackson dévoilé devant 100 millions de téléspectateurs.



REUTERS

L'image qui a fait scandale aux États-Unis lors du Super Bowl.

une enquête sur les événements. Le président du FCC, Michael Powell (qui est d'ailleurs le fils du secrétaire d'État américain Colin Powell) s'est dit «scandalisé» d'avoir assisté à un spectacle «déplorable, sans classe et grossier».

VOIR PAGE A 8: SCANDALE

LE PREMIER DISCOURS DU TRÔNE DU GOUVERNEMENT MARTIN

La TPS sera remboursée aux villes dans sa totalité

- Ottawa serait même prêt à partager la taxe sur l'essence
- Le fédéral facilitera aussi l'accès aux prêts étudiants



Le premier ministre Paul Martin et la gouverneure générale Adrienne Clarkson quittent l'enceinte du Sénat après la lecture du discours du Trône, suivis du chef d'état-major de la Défense, le général Ray Henault, de la juge en chef de la Cour suprême, Beverley McLachlin et du commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, Giuliano Zaccardelli.

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Choses promises, choses dues. Le premier ministre Paul Martin s'était engagé à aider les municipalités et les étudiants et c'est, dans les grandes lignes, ce que nous a annoncé hier son premier discours du Trône.

Comme le veut la tradition, le discours lu par la Gouverneure générale Adrienne Clarkson se contente d'énoncer de grands principes directeurs. Les détails suivront dans la réponse du premier ministre aujourd'hui. Pourtant, le texte d'hier se montrait plus précis en ce qui concerne les villes et les étudiants.

Ainsi, c'est confirmé, Ottawa remboursera en totalité aux villes la TPS qu'elles payent sur leurs achats, pour un coût de sept milliards de dollars en dix ans (et environ un demi-milliard pour cette année). Jusqu'à présent, Ottawa ne remboursait qu'environ 57 % de cette TPS. Les municipalités faisaient toujours valoir que les divers paliers de gouvernement ne devraient pas se taxer entre eux. La surprise, c'est qu'Ottawa serait prêt en plus à partager avec les villes les revenus tirés de sa taxe sur l'essence (11,5 ¢ le litre) ou alors

VOIR PAGE A 8: TPS

PERSPECTIVES

Un plan en trois temps

Un discours du Trône est toujours un étrange mélange de généralités, de déclarations d'intention et d'engagements plus précis. Celui d'hier — le premier du gouvernement Martin — n'y a pas échappé malgré la promesse de faire différent.

On a ainsi eu droit à une répétition de multiples promesses faites durant la campagne au leadership — sans vraiment plus de détails. Plusieurs initiatives ne sont que l'amélioration ou l'accélération de mesures existantes ou, même, le dépôt de projets de loi morts au feuillement. Aucune nouvelle mesure législative n'a été évoquée hier. Que du réchauffé. Quant à la réforme parlementaire promise depuis des lustres, elle ira de l'avant, mais les détails seront connus plus tard cette semaine.



Manon Cornillier

VOIR PAGE A 8: PLAN

- Les villes applaudissent aux bonnes intentions de Martin, page A 3
- L'éditorial de Bernard Descôteaux, page A 6: Opportunisme électoral
- Des extraits du discours du Trône en page A 7

L'UPA n'a pas la tête à la sécurité alimentaire

L'organisme demandera à Québec de revoir ses priorités

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

Alors que Québec se prépare à déséquer aujourd'hui même en Commission parlementaire la délicate question de la sécurité alimentaire, l'Union des producteurs agricoles (UPA) n'en démord pas: l'inspection des aliments, la traçabilité, l'environnement ou même l'étiquetage des OGM, c'est bien..., mais secondaire pour les agriculteurs qui, avant de répondre à l'appel de la sécurité et du risque zéro, espèrent voir enfin leur revenu net reprendre un peu, beaucoup, du poil de la bête, a expliqué hier le président de l'UPA, Laurent Pellerin.

À la veille de présenter son mémoire devant la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, M. Pellerin avait la tête ailleurs. Dans les avoires de ses membres. «L'année 2003 s'annonce aussi mauvaise que 2002: la baisse du revenu des agriculteurs va être à nouveau de 50 %, a-t-il expliqué au *Devoir* lors d'une entrevue téléphonique. Ce problème devient donc notre principale préoccupation. Et ça va tempérer nos élan dans le domaine de la traçabilité, de l'environnement, de l'inspection des aliments ou même de l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés [OGM].»

VOIR PAGE A 8: UPA



Établir la traçabilité du bœuf entre la ferme et l'assiette du consommateur préoccupe moins l'UPA que la baisse de revenu de ses membres.

ARSENAL IRAKIEN

L'annonce d'une enquête «indépendante» aux États-Unis accentue la pression sur Blair

■ À lire en page A 5

INDEX

Annonces.....	B 5	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 4
Culture.....	B 7	Monde.....	A 5
Décès.....	B 5	Mots croisés..	B 4
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



LE DEVOIR

ACTUALITÉS

EN BREF

Grippe aviaire: appel à l'aide de l'OMS

Toronto (AP et PC) — L'Organisation mondiale de la santé a demandé à Santé Canada de lui prêter davantage d'experts pour l'aider à contrer l'explosion de grippe aviaire qui secoue l'Asie. Plusieurs pays ont ainsi été sondés par l'OMS pour tenter de rassembler des équipes internationales d'experts qui pourraient se rendre dans les zones affectées, a indiqué la porte-parole de l'organisation genevoise, Maria Cheng. Santé Canada examine la requête, a affirmé un porte-parole, Emmanuel Chabot, ajoutant que le ministère vérifie s'il a la capacité d'envoyer du personnel additionnel. Deux représentants de Santé Canada sont déjà en Thaïlande pour assister l'OMS. Par ailleurs, le premier cas suspect de grippe aviaire en Europe semble désormais écarté. Un expert effectuant des tests sur une touriste revenant de Thaïlande, hospitalisée à Hambourg, a affirmé hier qu'il y avait très peu de risques que celle-ci ait contracté la grippe aviaire. La patiente, qui se plaignait de nausées, vertiges et fièvre, a été transportée à l'Institut de médecine tropicale Bernhard Nocht de Hambourg pour des examens.

LAPIERRE

SUITE DE LA PAGE 1

il se tournerait vers le secteur privé où il a «quelques offres». Avant sa sortie forcée comme ministre de la Justice, Martin Cauchon a présenté l'avant-projet de loi permettant la mariage gay. Il a déferé le dossier à la Cour suprême en soumettant trois questions. Embarrassé par cet héritage, le nouveau premier ministre Paul Martin a récemment ajouté une question à l'étude des juges, ce qui reporte le dossier après les élections prévues au printemps.

Est-ce que le départ de M. Cauchon a fait l'objet de négociations du clan Martin pour faire de la place à l'un de ses candidats-vedettes pressentis au Québec? Dans l'entourage de Martin Cauchon, on souligne que ce n'est guère là une méthode privilégiée par l'équipe au pouvoir. Il semble plutôt que MM. Cauchon et Lapière se soient entretenus directement au cours des derniers jours, le premier ayant offert de céder son comté au second. Les deux hommes ont longtemps milité côte à côte au PLC.

L'éventuelle venue de Jean Lapière réjouit bien des libéraux, d'autant que Paul Martin souhaite une victoire décisive au Québec. Il ne manquait plus qu'un comté sûr pour dérouler le tapis rouge à Jean Lapière.

Après douze ans d'une carrière de communicateur où il a combiné l'analyse et le «name dropping» derrière le microphone, la présentation de bulletins d'information devant la caméra tout en étant rémunéré comme conseiller stratégique, Jean Lapière a accru son influence. Son passage en politique, d'abord comme député libéral de 1979 à 1990 puis avec le Bloc québécois, comme membre fondateur, jusqu'à l'été 1992, lui avait déjà permis d'avoir un réseau très étendu d'amis et de connaissances. Sa longue liste de contacts pourrait bien lui être très utile au moment d'amorcer sa nouvelle carrière.

Jean Lapière avait participé à plusieurs émissions de CKAC depuis douze ans, seul ou en duo. Il a longuement remercié hier ses auditeurs et la station elle-même, saluant la liberté d'expression dont il a bénéficié, laissant même entendre que son départ de la radio n'était peut-être pas définitif. «Cela ne veut pas dire qu'on ne rouvrira pas le livre un jour» a-t-il indiqué, laissant toutes les portes ouvertes.

Selon des informations non confirmées Mario Langlois pourrait prendre la relève aujourd'hui à la barre de cette émission de fin d'après-midi.

Jean Lapière a également annoncé sa démission hier du réseau TQS, où il animait le magazine de 22h, mi-informations mi-affaires publiques, depuis trois ans. Les cotes d'écoute de ce *Grand Journal* sont très variables, se situant souvent en janvier entre 150 000 et 250 000 auditeurs selon les soirs.

Cette semaine, le journaliste Martin Robert doit prendre la relève de l'émission, mais, selon le réseau TQS, à compter de la semaine prochaine, Denis Lévesque devrait prendre le contrôle de l'émission jusqu'à la fin de la saison.

LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 906, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

TPS

Ottawa s'engage à respecter et même dépasser les obligations contenues dans le protocole de Kyoto sur les changements climatiques

SUITE DE LA PAGE 1

d'élaborer «d'autres mécanismes fiscaux qui permettraient d'atteindre les mêmes fins». Jusqu'à présent, Ottawa semblait jongler avec l'une ou l'autre option (TPS ou taxe sur l'essence), mais pas les deux. La seconde initiative coûtera substantiellement plus au gouvernement fédéral: remettre la moitié de la taxe sur l'essence coûterait environ 2,5 milliards par année! Le discours promet que cette dernière intervention sera négociée avec les provinces, dans le respect de leurs compétences en matière municipale.

Les étudiants aussi ont droit à leur part de concret dans ce discours. Ottawa s'engage à leur faciliter l'accès à l'emprunt pour les études postsecondaires. Ainsi, Ottawa versera des prêts plus généreux pour refléter le coût accru des droits de scolarité et augmentera le seuil du revenu familial à partir duquel un jeune n'est plus admissible à des prêts. Ottawa veut aussi offrir une nouvelle bourse couvrant une partie des droits de scolarité pour la première année d'études des étudiants à faible revenu. Enfin, la définition des dépenses admissibles à des fins d'impôts sera revue afin d'inclure d'autres biens tels que les ordinateurs.

Il n'y a rien toutefois dans le discours sur le financement de l'éducation post-secondaire en général ou des universités qui ferait baisser le coût des études pour les étudiants. Le gouvernement s'étonne par ailleurs que très peu de familles à faible revenu se soient prévaluées du programme d'épargne-études pour leurs jeunes enfants. Ottawa s'engage donc à mettre en place de nouveaux incitatifs «pour encourager davantage les familles à revenu modique à commencer à investir, dès la naissance de leurs enfants, dans leur éducation à long terme».

Evidemment, la très grande partie de ces mesures ne s'appliquent pas au Québec, qui gère son propre programme de prêts et bourses. Toutefois, plus tôt dans la journée d'hier, l'entourage de Paul Martin avait pris la peine de contacter les médias québécois pour leur expliquer que toutes ces initiatives se feraient dans le respect des compétences provinciales et que le ministre québécois de l'Éducation, Pierre Reid, avait été contacté dans la journée. Une somme équivalente à la part à laquelle aurait droit le Québec sera probablement versée à la caisse provinciale pour financer son propre programme.

En fait, les bonnes relations fédérales-provinciales sont présentées en tout début de discours comme un principe directeur. «Les champs de compétence doivent être respectés», a clamé Paul Martin par la bouche de sa Gouverneure générale. Il fallait bien désamorcer les critiques puisque, outre les villes et l'éducation, d'autres domaines relevant des provinces sont abordés dans ce discours.

On parle notamment d'accélérer l'investissement fédéral dans les services de garde pour les enfants. Quant à la santé, le discours dit vouloir s'attaquer au temps d'attente qui «doit être réduit». Pour tout outil, le discours parle de ce nouveau Conseil de la

santé (dont le Québec s'est dissocié) censé élaborer, justement, des indicateurs sur le temps d'attente. Pour le reste, le discours parle d'une «réforme et une amélioration fondamentale des installations et des procédures de tout le système de soins». On rappelle seulement le versement de deux milliards de dollars vendredi dernier et le besoin de travailler avec les provinces pour maintenir la viabilité du système.

Un visage vert

Le discours prononcé hier consacre beaucoup d'attention à l'environnement. D'abord, le gouvernement s'engage à respecter et même dépasser les obligations contenues dans le protocole de Kyoto sur les changements climatiques. On parle de se doter d'un plan précis pour atteindre les objectifs. Le ministre de l'Environnement, David Anderson, ne voit pas là un désaveu de ce qu'il avait accompli sous le leadership de Jean Chrétien. Il s'agit simplement, a-t-il expliqué hier, de parachever ce plan dans un processus continu.

Le gouvernement renouvelle un de ses engagements envers la décontamination de ses sites, en y consacrant davantage d'argent. Le discours du Trône parle d'une somme de 3,5 milliards sur 10 ans. Il s'agit, en moyenne, du double de ce qu'Ottawa s'était engagé dans le passé à dépenser. Une somme supplémentaire de 500 millions de dollars sur 10 ans sera aussi mise de côté pour aider à restaurer certains autres sites contaminés tels que les étangs bitumineux de Sydney.

De manière générale, enfin, le discours parle de favoriser la mise en marché de nouvelles technologies environnementales, mais ne propose pas de budget ni de moyen précis pour y parvenir. On s'engage aussi à terminer dès cet automne la révision, déjà promise, de la politique internationale du Canada (Affaires étrangères et Commerce international, Développement, Forces armées).

Comme l'avait déjà promis Paul Martin, certains projets de loi seront ramenés à l'ordre du jour législatif du Parlement. On pense d'abord à celui qui permettrait aux pays en voie de développement de se procurer des médicaments bon marché pour combattre des pandémies telles que celle du VIH-sida. On pense aussi ramener dans sa version originale la loi créant un poste de commissaire indépendant à l'éthique. Reste à voir le sort que lui réservera le Sénat. Celui-ci avait bloqué son adoption à la toute fin de la session cet automne, frustrés qu'étaient les sénateurs que le projet de loi leur impose un commissaire nommé par la Chambre des communes.

Sur la question des autochtones, enfin, le projet de loi sur la gouvernance imposant des règles strictes aux bandes autochtones en matière électorale et de reddition de comptes à la population, semble bel et bien mort. Le gouvernement parle maintenant d'établir un «centre indépendant sur le gouvernement des Premières Nations». Pour le reste, on avait droit aux mêmes paroles pieuses d'amélioration de la condition de vie des autochtones et de leur prise en charge économique.

PLAN

SUITE DE LA PAGE 1

Le discours d'hier n'était, de toute façon, que la première étape d'une opération en trois temps. La seconde sera le budget et la troisième, le déclenchement des élections attendues ce printemps. Et tout ce qu'a fait Paul Martin hier, c'est de se garder des munitions pour ces deux épisodes, tout en vidant son chargeur dans au moins deux dossiers, c'est-à-dire ceux capables de lui attirer des appuis précieux. C'est le cas du financement des villes et de l'aide financière aux étudiants.

Dans le premier cas, cela facilite la tâche des libéraux qui tentent de recruter des candidats-vedettes parmi les maires. Dans le second, ça désamorce pour un temps la grogne qui sévit parmi les étudiants, ceux en âge de voter et prompts à se mobiliser.

Dans presque tous les autres dossiers, en particulier celui des relations fédérales-provinciales, il sera impossible de juger de la bonne foi d'Ottawa avant le budget ou les élections. Paul Martin se montre toutefois insistant sur le changement de ton dans les rapports d'Ottawa avec les provinces. «Les champs de compétence doivent être respectés», a lu la gouverneure générale.

À chaque fois que le discours évoquait un dossier où on pouvait accuser Ottawa d'ingérence, on se faisait un point d'honneur d'ajouter que le fédéral travaillerait de concert avec les provinces. Qu'il s'agisse du transfert aux villes d'une portion de la taxe sur l'essence, de la réforme des prêts et bourses, de l'élaboration d'un plan de mise en œuvre du protocole de Kyoto... Des dossiers ayant tous en commun d'exiger beaucoup de temps et donc de rendre impossible tout jugement.

Même chose pour la santé, la première préoccupation des Canadiens et LE sujet incontournable pour tout gouvernement qui prétend prendre le pouvoir. Le dossier est explosif, les provinces trouvant qu'Ottawa n'apporte pas sa juste contribution. Mais voilà, la conférence des premiers ministres de la semaine dernière a permis de repousser à l'été prochain les discussions sur le financement fédéral. Voilà donc un sujet controversé de moins pour les élections.

Paul Martin s'est fait avertir de détails, mais devrait en offrir davantage aujourd'hui lorsqu'il livrera sa réponse au discours du Trône. (Ce serait le cas en matière d'économie, et il faut l'espérer, car cette section du discours était un modèle de platitude.) En fait, nous a-t-on prévenus, le premier ministre se serait gardé les meilleurs morceaux.

Mais son entourage avait aussi créé quelques attentes à la veille du discours du Trône, entre autres pour les autochtones, les handicapés, les enfants. Mais au-delà de l'engagement de discuter avec les Premières Nations du litigieux sujet de la gouvernance des bandes indiennes, on était en droit de rester sur sa faim sur tous les fronts.

Le budget sera le véritable premier test de la bonne foi de M. Martin. On saura alors si la Défense a vraiment droit à plus de ressources. Selon le discours du Trône, il faut «absolument» la doter de «moyens efficaces». On ne mentionne pourtant que deux programmes d'achat d'équipements déjà en cours et pour lesquels les fonds ont été prévus, soit le remplacement des hélicoptères SeaKing et l'achat de véhicules blindés légers.

Même scénario pour ce qui est des programmes d'infrastructures et d'aide aux garderies. Le gouvernement affirme vouloir accélérer ses investissements dans ces programmes, mais il ne dit pas à

UPA

SUITE DE LA PAGE 1

Ces sujets d'actualité doivent, dans les trois prochains jours, rythmer les travaux et discussions de la Commission présidée par Fatima Houde-Pepin. Plusieurs organismes, dont Option Consommateurs, l'Ordre professionnel des diététistes du Québec, Greenpeace ou encore le Conseil des chaînes de restaurants du Québec, pour ne citer qu'eux, y sont attendus jusqu'à jeudi prochain pour exprimer leurs réflexions et recommandations en matière de sécurité alimentaire. Tout comme l'UPA va le faire ce matin... l'esprit préoccupé. «Chacun de ces sujets devrait être revisité et avoir un classement différent dans l'échelle des priorités du gouvernement», dit M. Pellerin.

Par les temps qui courent, quand on lui parle de suivre à la trace un rôti de bœuf de l'étable à la table, une tomate de la fourche à la fourchette ou encore

que l'on évoque la protection des cultures biologiques contre la contamination par des semences génétiquement modifiées, M. Pellerin pense plutôt... à un pot de cornichons, symbole par excellence selon lui du mal qui affecte actuellement le portefeuille des agriculteurs. «C'est l'exemple que j'utilise depuis plusieurs semaines, résume-t-il. Ce pot est passé de 2,99 \$ à 3,21 \$ à l'épicerie. Mais les producteurs continuent à ne recevoir que 0,13 \$ pour leur production. Alors qu'avec 2 ou 3 cents de plus, ils pourraient couvrir leurs frais. C'est là la preuve qu'ils ne touchent pas leur juste part du marché.»

Le problème est structurel selon lui. Avec un effet pervers: les prix ou les profits montent et les producteurs agricoles n'en profitent jamais. Contrairement aux grands réseaux de distribution alimentaire — Loblaw, Sobeys et Metro — ou encore aux abattoirs. Soit dans le cas du bœuf ou, malgré une chute de prix récente, l'animal conserve un

SCANDALE

SUITE DE LA PAGE 1

Tout ça pour un sein nu entrevu une seconde. Un sein qui portait par ailleurs une étrange décoration de métal en forme de soleil.

Rappelons, pour ceux qui n'auraient rien vu, que le traditionnel spectacle de la mi-temps du Super Bowl, le championnat de football américain et l'événement le plus écouté de l'année à la télévision, proposait plusieurs vedettes, dont Janet Jackson qui, dans une chanson intitulée *Rock Your Body*, mimait une scène de séduction avec Justin Timberlake. Celui-ci a tendu la main vers le bustier de la dame, arrachant un morceau de cuir, et dévoilant un sein que les caméras se sont immédiatement empressées de cacher.

La chaîne CBS a été inondée d'appels de téléspectateurs outrés. L'événement donne la mesure du malaise de la télé américaine envers la sexualité. Car à la télévision américaine on peut se suicider à grandes giclées de sang dans tous les films tous les soirs, on peut promouvoir la pire *junk food* au monde dans les émissions pour enfants, mais on manque de s'évanouir lorsque apparaît un sein dans un spectacle.

Hier, tant les producteurs du spectacle que Timberlake lui-même ont déclaré que l'événement était non prévu et non intentionnel, qu'il s'agissait d'un incident se produisant dans le feu de l'action. Ce serait une «erreur de vêtement» (*wardrobe malfunction*). Les excuses n'ont pas convaincu grand-monde, d'autant plus que les paroles de la chanson disaient «je te dénuderai d'ici à la fin de la chanson»...

Le spectacle de mi-temps était produit par MTV pour CBS (MTV et CBS appartiennent tous deux à l'empire Viacom). MTV a soutenu que la scène était non planifiée. CBS s'est confondu en excuses. La National Football League a laissé entendre qu'elle ne ferait plus affaire avec MTV. Hier CNN en faisait tout un plat et les grands médias multipliaient les chroniques sur le sujet. Le *Chicago Tribune* avait même intitulé son texte «X-rated game»!

La FCC a le pouvoir d'imposer des amendes pour des actes jugés obscènes à la télévision américaine et l'organisme prend son rôle très au sérieux. À titre d'exemple, la FCC a récemment mené une enquête sur l'utilisation du mot *fuck* dans un discours du chanteur Bono de U2 lors des Golden Globes de janvier 2003. L'organisme a conclu très sérieusement que, dans ce dernier cas, le mot avait plutôt été associé à un juron qu'à une véritable obscénité, et qu'il s'agissait d'un écart de langage tolérable...

On remarquera par ailleurs la profonde ironie du «scandale» d'hier, alors que des téléspectateurs et des organismes outrés ont fustigé CBS pour avoir laissé passer un sein aux heures de grande écoute, pendant que leurs enfants et leurs adolescents s'abreuvent du matin au soir sur les ondes de la chaîne câblée MTV de vidéoclips tous plus sexy les uns que les autres. Dans le fond, l'histoire de dimanche soir marque peut-être l'émergence de la culture MTV sur un grand réseau conventionnel...

Croyez-le ou non, même le président Bush a été interrogé hier sur cette histoire, selon l'agence Associated Press. Qu'en a-t-il pensé? Rien: il s'est endormi avant la mi-temps!

quel rythme. Le budget sera tout aussi révélateur sur la volonté du gouvernement de mettre en œuvre le protocole de Kyoto. Paul Martin a déjà envisagé, comme mesure possible, d'utiliser le profit de la vente des parts fédérales dans Pétro-Canada pour investir dans les technologies vertes, mais le discours d'hier n'en soufflait mot.

Les ministres francophones, qui craignent qu'on ampute les fonds de la nouvelle politique des langues officielles, devront attendre le budget pour avoir une réponse.

D'autres questions devront attendre après les élections pour obtenir une réponse. En matière de politique étrangère, par exemple, le discours précise que la révision conjointe des politiques étrangère, commerciale, de défense et d'aide internationale sera achevée à l'automne et soumise ensuite à un examen en comité parlementaire. On évite donc de prendre des engagements trop compromettants à la veille des élections, se contentant de souhaiter une relation «plus avisée» avec les États-Unis et la tenue de discussions pour renforcer la sécurité continentale. Pas un mot sur le bouclier antimissile qui, soit dit en passant, doit faire l'objet d'une décision... après les élections.

Le milieu culturel, qui ne s'attendait à rien, a appris, lui, que «le gouvernement travaillera avec les parlementaires à moderniser» les politiques et institutions culturelles fédérales, un projet dont n'a jamais parlé Paul Martin. La nouvelle est d'autant plus étrange que le ministre du Patrimoine, Hélène Scherrer, n'a droit à aucun secrétaire parlementaire pour l'aider, elle qui doit en plus coprésider la campagne électorale libérale. Encore une fois, rendez-vous après les élections pour plus de précisions.

prix de vente élevé dans les épicerie et génère des marges de profits dont les artisans de la terre ne voient pas la couleur.

«Il n'y a pas de loi au Québec qui oblige les maillons de la chaîne alimentaire à contribuer équitablement», poursuit M. Pellerin. Or, il y a de l'argent dans ce réseau, il faut juste essayer de voir comment bien le répartir.»

Cette «réingénierie» du milieu agro-alimentaire serait même un préalable selon lui pour faire évoluer la question de la sécurité des aliments au Québec. Chaque avancée en la matière s'accompagne en effet inévitablement, explique le patron de l'UPA, de frais supplémentaires pour les agriculteurs comme pour les consommateurs. «Il ne va pas être possible de le faire autrement, dit-il. Si les agriculteurs n'ont pas de revenus, ça va être gênant de leur demander de mettre de l'argent dans de nouvelles structures.»

LE DEVOIR

ÉCONOMIE

Fondation renoue à son tour avec les profits

Le fonds de travailleurs de la CSN hausse la valeur de son action à 10,97 \$

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Fondation a, à son tour, renoué avec les profits. Ce relèvement de la tête au premier semestre de son exercice 2003-04 permet au fonds de travailleurs de la CSN de hausser la valeur de son action de 0,7 %, à 10,97 \$.

Au cours de son premier semestre clos le 30 novembre 2003, Fondation a inscrit un bénéfice net de près de 2 millions. L'on parle donc d'un rendement semestriel de 0,73 %, de 1,5 % sur une base annualisée, qui se démarque de celui, négatif, de 8,75 % inscrit au cours de l'exercice financier clos le 31 mai dernier. Cette contre-performance avait ramené le rendement annuel moyen de Fondac-

tion à 2,29 % (sans le crédit d'impôt de 30 %) depuis la création du Fonds de développement de la CSN, en 1996.

Le résultat du premier semestre de l'exercice 2003-04 permet à Fondation de hausser la valeur de son action à 10,97 \$, contre 10,90 \$ le 1^{er} août dernier. Il s'agit d'un deuxième ajustement haussier, de 9 ¢ au total, depuis juin dernier. Auparavant, la morosité boursière avait forcé l'institution à abaisser la valeur de ses parts à trois reprises, de 12,38 \$ à 10,88 \$, pour un recul de 12,1 %.

À la FTQ

À titre de comparaison, le Fonds de solidarité des travailleurs FTQ avait également dû abaisser la valeur de ses actions à trois reprises, de 24,98 \$ à

20,26 \$, soit un recul de 19 % en 18 mois. Mais un retour aux profits au cours du deuxième semestre de l'exercice 2002-03, clos le 30 juin dernier, a permis de stopper l'érosion par une hausse de 10 ¢ de la valeur de l'action, à 20,36 \$.

Pour le Fonds, le retour à la profitabilité au premier semestre a contribué à pousser son actif au-dessus des 300 millions, contre 268 millions au 31 mai 2003. Au 30 novembre dernier, l'institution comptait 50 480 actionnaires, contre 49 852 six mois plus tôt, et affichait des investissements à impact économique à 150 millions.

Si les chiffres se veulent rafraîchissants, le p.-d.g. de l'institution, Léopold Beaulieu, ne donne pas dans l'euphorie pour autant. «Malgré la reprise du marché boursier des petites capitalisations, la

croissance économique du Québec est toujours un enjeu», a-t-il souligné.

Il a, par la même occasion, rappelé que Fondation était soumise cette année à une limite de 80 millions dans l'émission de ses actions pour l'exercice prenant fin le 31 mai 2004. Ce plafond est similaire au montant total des souscriptions recueillies l'an dernier. Or, pour les seuls mois de novembre et de décembre, les contributions à Fondation par versement forfaitaire ont augmenté de 58 % par rapport à l'année dernière. Cette tendance à la hausse s'est poursuivie en janvier», a soutenu le Fonds, qui exhorte à souscrire sans tarder. «Pour le moment, Fondation est en mesure de recevoir toutes les contributions en appliquant la règle du "premier arrivé, premier servi".»

Grâce notamment à des acquisitions aux États-Unis

CGI veut porter son chiffre d'affaires à quatre milliards en 2005

KARINE FORTIN
PRESSE CANADIENNE

Encouragé par la reprise aux États-Unis et le redémarrage des investissements dans le secteur des télécommunications, CGI s'est donné pour objectif de porter son chiffre d'affaires à quatre milliards en 2005, contre 2,7 milliards en 2002.

D'après le président et chef de l'exploitation de la société, Michael Roach, la moitié de cette augmentation de près de 40 % devrait découler d'acquisitions d'importance, principalement aux États-Unis. Le reste serait attribuable à la croissance interne de l'entreprise dont le carnet de commandes atteignait 12,2 milliards au 31 décembre dernier.

À la fin de l'année prochaine, CGI devrait réaliser environ 30 % de ses ventes aux États-Unis, 10 % en Europe et le reste au Canada. Actuellement, le marché canadien compte pour 80 % des revenus de l'entreprise de services en technologies de l'information.

Les contrats que lui a octroyés le géant des télécommunications BCE — qui est son principal actionnaire — représentent encore 19 % de son chiffre d'affaires, mais cette proportion diminue à mesure que l'entreprise diversifie sa clientèle et accroît sa présence sur les marchés étrangers.

La popularité grandissante de l'impartition — ou sous-traitance — auprès des gouvernements, des grandes entreprises de services et même des manufacturiers constitue une excellente nouvelle pour CGI qui s'estime bien positionnée pour tirer profit de la manne à venir, au Québec ainsi que dans les autres provinces.



Les bureaux indiens de CGI devraient bientôt fournir du travail à un millier de personnes, au lieu de 650 aujourd'hui. Mais CGI se défend bien de vouloir désertier le Québec au profit de pays en voie de développement où la main-d'œuvre qualifiée est meilleur marché.

La main-d'œuvre

L'entreprise qui emploie actuellement 20 000 personnes espère accroître son effectif de 75 % au cours des deux prochaines années. Ses bureaux en Inde devraient bientôt fournir du travail à un millier de personnes, au lieu de 650 aujourd'hui. Mais CGI se défend bien de vouloir désertier le Québec au profit de pays en voie de développement où la main-d'œuvre qualifiée est meilleur marché. «Nous avons un modèle de livraison globale. L'Inde en fait partie, mais le Canada aussi», a insisté hier la vice-

présidente exécutive et chef de la direction corporative Paule Doré, en marge de l'assemblée annuelle des actionnaires.

Pour sa part, le fondateur Serge Godin, qui occupe toujours les fonctions de président du conseil et chef de la direction de CGI, a dit qu'il n'était pas question de vendre l'entreprise et de risquer de voir son siège social déménager. «Nous avons un rêve de faire de cette compagnie une institution mondiale, basée ici. Et il y a encore beaucoup à construire», a-t-il assuré.

Pour l'instant, tous les espoirs

semblent permis. La société fondée en 1976 a en effet déclaré un bénéfice net de 48,7 millions, ou 12 ¢ par action, au premier trimestre clos le 31 décembre, comparativement à 37 millions, ou 10 ¢ par action, à pareille date l'année précédente. Ses revenus se sont établis à 700,5 millions, en hausse de 19 % par rapport aux 589 millions engrangés en 2002.

La direction a maintenu ses prévisions de croissance pour 2004 et s'attend à une croissance de ses revenus et de son bénéfice oscillant entre 8 et 17 %, en excluant d'éventuelles acquisitions.

Exfo réussit à réunir 40 millions

La somme pourrait servir à une acquisition

MARIO SIMARD
PRESSE CANADIENNE

Exfo Ingénierie Electro-Optique profite du contexte plus favorable sur les marchés boursiers pour y amasser quelque 40 millions de dollars qui pourraient notamment servir à financer une acquisition.

L'entreprise de Québec spécialisée dans les tests pour réseaux de fibre optique a fait part hier, à la clôture des marchés boursiers, d'un accord avec un syndicat de preneurs fermes en vertu duquel ceux-ci acquièrent 5,2 millions d'actions au prix de 7,70 \$ l'unité, pour un montant total de 40,04 millions. Le syndicat est dirigé par Mar-

chés mondiaux CIBC et comprend également BMO Nesbitt Burns, la Financière Banque Nationale, RBC Marchés des capitaux et Valeurs mobilières TD. Si le syndicat se prévaut de toutes les options pour des actions supplémentaires, la valeur de l'émission pourrait avoisiner les 50 millions.

Exfo compte présentement quelque 25 millions d'actions en circulation.

Manque de liquidité

«De nombreux investisseurs institutionnels nous reprochaient le manque de liquidité de nos actions, ce qui faisait en sorte qu'il leur était difficile d'acheter ou de vendre nos titres», a déclaré lors d'un entretien téléphonique le directeur

des relations avec les investisseurs chez Exfo, Vance Oliver.

Le produit de cette émission d'actions sera affecté au fonds de roulement de l'entreprise, qui s'établit présentement à 57,6 millions \$US ou 77,9 millions \$CAN (les résultats financiers d'Exfo sont en dollars américains).

«Le fait d'avoir un bon fonds de roulement nous donnera un avantage sur nos concurrents si nous voulons réaliser des acquisitions, a ajouté M. Oliver. La situation financière de plusieurs de nos concurrents est moche. L'industrie demeure difficile et c'est un marché d'acheteurs.» Il a toutefois précisé qu'Exfo ne négocie présentement avec aucune autre entreprise en vue d'une acquisition.

Selon M. Oliver, le fait de disposer d'un solide fonds de roulement permettra également de rassurer les clients d'Exfo. «Ils savent que nous serons encore là l'année prochaine, dans cinq ans ou dans dix ans», a-t-il ajouté.

Le cours de l'action d'Exfo à la Bourse de Toronto a plus que doublé depuis le début du mois de septembre, profitant d'un regain d'optimisme dans toute l'industrie des télécommunications. Hier, le titre a clôturé à 8,25 \$, en hausse de 18 ¢. Il ne valait que 2,83 \$ au printemps dernier et il a atteint à la mi-janvier son sommet des 52 dernières semaines, à 9,30 \$. «La fenêtre est ouverte présentement et nous en profitons», a dit M. Oliver.

Bell Canada prendra le contrôle de Bell West

PRESSE CANADIENNE

Bell Canada a annoncé qu'elle s'emparerait du contrôle complet de Bell West, une filiale qu'elle partageait avec Manitoba Telecom Services, qui a décidé d'exercer son option de vendre sa part minoritaire de 40 %.

«Cette acquisition marque une nouvelle étape dans notre stratégie de déploiement à l'échelle nationale, a déclaré le président de marchés nationaux Bell Canada, Stephen Wetmore. L'Ouest du Canada représente une région de croissance stratégique pour Bell. Nous sommes à même de tirer parti de cette occasion pour rentabiliser notre investissement de plus d'un milliard de dollars dans l'Ouest.»

180 jours pour payer

En décembre, Bell Canada avait annoncé son intention de verser 645 millions en liquide

pour acheter les actions qu'elle ne possédait pas dans Bell West. La somme devra être remise d'ici les 180 prochains jours.

Bell West est présente en Alberta et en Colombie-Britannique, en concurrence contre la société Telus.

Bell Canada a aussi annoncé son intention de conserver à 21,7 % sa participation dans Manitoba Telecom Services et de maintenir ses ententes d'exploitation avec cette entreprise.

Très rentable

De son côté, le président et chef de la direction de Manitoba Telecom, Bill Fraser, a déclaré que la vente des actions de la société «était très rentable» pour l'entreprise et ses actionnaires. Manitoba Telecom prévoit que la vente sera conclue d'ici au 3 août. Elle a l'intention d'inscrire un gain d'environ 230 millions, avant impôts, dans les résultats du premier trimestre de 2004.

OGILVY
Service de
Shopping Personnalisé
offre gratuitement
à tous nos clients et clientes

Un simple appel, et vos achats deviennent un plaisir! Profitez ainsi pleinement des beaux jours du printemps...

Passée maître dans l'art du shopping, Francine Langevin saura trouver pour vous le vêtement, l'article ou le cadeau recherché.

Pour rendez-vous (514) 842-7711, poste 406
1307, RUE STE-CATHERINE ET DE LA MONTAGNE
WWW.OGILVYCANADA.COM

Relais
d'affaires

LANAUDIERE SAINT-COME

AUBERGE
Jean-Cypihot

VEZ TRAVAILLER
OU VOUS DÉTENDRE DANS
UN CADRE ENCHANTEUR!

(Quintette de la nature • Lieu original • Totalelement privé)

L'Auberge Jean-Cypihot est située à St-Côme, en pleine nature, au bord du Lac Priscault, dans la région de Lanaudière. Elle compte 12 chambres avec salles de bain individuelles, un très grand salon, une salle à manger pouvant accueillir 24 personnes ainsi qu'une cuisine toute équipée. L'Auberge se loue comme un chalet, c'est-à-dire en entier. Elle a été conçue pour rendre productifs les sessions de travail et les colloques, en tout confort, à l'abri des interruptions et... des oreilles indiscretes, et pour favoriser la convivialité lors d'événements de groupe ou de fêtes familiales.

www.subergejeancypihot.com Chantal Bourdon : (450) 973-9242



LA FINE FLEUR DES MAÎTRES HÔTELIERS

LAURENTIDES SAINTE-ADELE

HÔTEL L'EAU À LA BOUCHE

Chambres magnifiques et salles de réunion confortables dans un cadre exceptionnel à Sainte-Adèle, Restaurant couronné *Table d'Or du Québec en 1998* et *America's Top Table 1998* numéro 1 au Québec par Gourmet Magazine*, fine cuisine régionale et carte des vins élaborée, toutes les activités à proximité.

www.leualabouche.com 450-229-2991

Pour annoncer, contactez Jean de Billy au (514) 985-3322
ou 1-800-363-0305 jdebilly@ledevoir.com

JOLICOEUR & ASSOCIÉS
Bureau de Recherche Marketing Sociale

Recherche sociale appliquée
Stratégie et planification
Marketing de services

La référence en recherche sociale au Québec

Recherche quantitative et qualitative / CNS

Évaluation de programmes

Recherche socio-économique et développement régional

Expertise statistique

Évaluation de services à la clientèle

Profil socio-culturels / Statmédia

contactez-nous www.jolicoeur-sondage.qc.ca
(514) 284-3106 ou 1-800-636-3106

cns
centre national de sondage

ÉCONOMIE

MARCHÉS BOURSIERS

Les titres technologiques font grimper Toronto

Le S&P/TSX clôture à 8639,89 points, sa meilleure performance depuis février 2001

REUTERS

Toronto — Une ruée sur les titres technologiques hier a permis au principal indice de la Bourse de Toronto de clôturer la séance à son plus haut niveau depuis près de trois ans.

L'indice composé S&P/TSX a pris 118,50 points, soit 1,4 %, à 8639,89 points, ce qui constitue son meilleur niveau de fermeture depuis la mi-février 2001. Aux États-Unis, l'indice Dow Jones a gagné 11,11 points, ou 0,1 %, à 10 499,18, le Nasdaq composé a perdu trois points, soit 0,2 %, à 2063,15 et le S&P 500 a pris 4,13 points, soit 0,4 %, à 1135,26.

Le secteur des technologies de l'information a grimpé de près de 2 % tandis que les titres énergétiques progressaient de 3 % et l'indice de la finance de 1 %. Dans l'ensemble, neuf des dix sous-indices du parquet torontois ont clôturé la journée sur un gain.

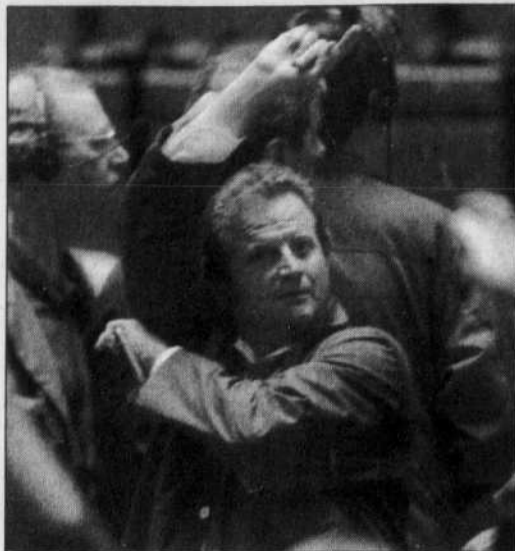
Compte tenu des résultats financiers trimestriels pour la plupart solides des entreprises, plusieurs économistes s'attendent à une prolongation de la tendance à la hausse observée sur les marchés. «Le marché semble vraiment incorporer plusieurs des bonnes nouvelles sur les parquets en ce moment», a noté Irwin Michael, gestionnaire de portefeuille chez ABC Funds. «Nous observons un marché plus ferme avec quelques reculs périodiques simplement parce que le marché est plus mince et qu'il ne s'y trouve pas beaucoup de conviction.»

Le titre de Nortel Networks Corp. a pris 56 ¢, soit 5 %, à 10,94 \$. Les investisseurs ont semblé prolonger l'enthousiasme généré par la publication la semaine dernière d'un bénéfice plus fort que prévu pour le fabricant d'équipements de télécommunications.

Wall Street a clôturé en légère hausse et le Nasdaq en légère baisse hier, des dégagements de dernière minute étant venus réduire les gains ou carrément les effacer. Des investisseurs ont vendu des valeurs technologiques telles qu'Amazon.com et privilégié des valeurs vedettes jugées pour l'heure plus stables. Amazon.com abandonne 4,2 %, à 48,27 \$US.

Tendance haussière

Avant que ces dégagements n'apparaissent, la cote avait observé une tendance haussière, grâce à une production manufacturière au plus haut depuis 10



SUE OGROCKI REUTERS

L'indice composé S&P/TSX a pris 118,50 points, soit 1,4 %, à 8639,89 points. Aux États-Unis, l'indice Dow Jones a gagné 11,11 points, à 10 499,18.

ans et à la progression des valeurs de la défense, dopées par le nouveau budget de l'administration Bush.

Le dernier indice de l'Institute for Supply Management (ISM) montre que les entreprises peinent à faire face à la demande, encore que les patrons hésitent toujours à embaucher. L'indice ISM est ressorti à 63,6 en janvier contre 63,4 en décembre et 64 attendu. Il ne s'était pas maintenu trois mois durant au-dessus de la barre des 60 depuis 1993.

Cette confirmation du redressement économique avait dans un premier temps apaisé des investisseurs qui avaient mal apprécié la semaine dernière que la Réserve fédérale laisse entendre qu'elle pourrait relever les taux plus tôt qu'on s'accorde à le croire. «Nous observons simplement un retour à la tendance initiale», a commenté Brian Pears, chez Victory Capital Management. «L'économie est forte et on veut acheter des actions.»

Bombardier Aéronautique élimine 300 emplois à Toronto

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Bombardier Aéronautique réduit la production à ses installations de Toronto, éliminant ainsi 300 emplois.

Lusine du secteur Downsview où sont fabriqués les appareils régionaux Global Express sera transformée en site d'assemblage seulement. La compagnie a décidé de donner à forfait la fabrication des différents composants des fuselages et des ailes, écrit le Toronto Star dans son édition d'aujourd'hui, citant des sources syndicales.

La mesure entraînera la disparition d'environ 250 postes de production et de 50 postes administratifs.

Lusine de Downsview ne comptera plus qu'environ 1500 employés syndiqués; il y a quatre ans, elle en comptait 4800. À cette époque, elle était le plus important employeur industriel de Toronto.

«Ils nous ont dit que peu importe notre niveau de productivité, le projet ira de l'avant», a affirmé Bob Hamilton, président du syndicat local, membre des Travailleurs canadiens de l'automobile.

Lusine, qui a commencé à souffrir du ralentissement du marché mondial des avions de trans-

port régional et d'affaires il y a quatre ans, avait été un fer de lance du nord de Toronto pendant plus de 70 ans.

L'an dernier, Bombardier avait laissé savoir au syndicat, alors que les parties négociaient un nouveau contrat de travail, qu'elle ne pouvait pas garantir que la production des principales composantes de ses appareils reste à Downsview.

La semaine dernière, la compagnie, lors de rencontres avec des représentants syndicaux, a indiqué qu'elle allait commencer à faire fabriquer les fuselages ailleurs dès l'été et que d'ici la fin de l'année la production de ces composantes serait complètement arrêtée à Downsview. M. Hamilton craint de plus que 100 autres emplois soient éliminés, à terme, dans certains ateliers de l'usine.

Le porte-parole de Bombardier, John Paul Macdonald, a affirmé que la compagnie concentre ses efforts sur la rentabilité des activités d'assemblage de son site. «La fabrication des ailes et des fuselages n'était pas rentable et nous n'avons que respecté ce qui avait été convenu dans le contrat de travail.»

Bombardier vend aussi certains terrains et démolit des immeubles sur le site de Downsview.

La croissance mondiale devrait atteindre 4,5 % en 2004

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — La prévision de croissance mondiale en 2004 sera revue en hausse d'un demi-point de pourcentage environ, à 4,5 %, lors de la réunion du G7 à Boca Raton, a déclaré hier le sous-secrétaire américain au Trésor chargé des affaires internationales, John Taylor.

Le taux de croissance mondial en 2003 devrait également être revu légèrement en hausse à environ 3,5 %, a ajouté M. Taylor lors d'un point de presse présentant la réunion du G7, qui se tiendra les 6 et 7 février.

À l'automne, les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), qui servent de référence, faisaient état d'une progression respectivement de 4,1 % du produit intérieur brut mondial (PIB) en 2004 et de 3,2 % en 2003.

M. Taylor a refusé de faire quelque commentaire que ce soit sur les discussions concernant les taux de change, alors que les Européens s'inquiètent de la forte baisse du dollar ces derniers mois face à l'euro et que la banque du Japon intervient régulièrement pour empêcher un trop grand raffermissement du yen. «J'ai participé à de nombreux G7 et je n'en ai pas vu un où l'on n'ait pas discuté de nombreux marchés: actions, obligations, devises», a lancé M. Taylor.

Il s'est également référé aux derniers commentaires du secrétaire au Trésor, John Snow sur le sujet. «Notre message est toujours le même. Nous soutenons un dollar fort», avait assuré M. Snow vendredi.

Le déficit

Interrogé sur l'énorme déficit des comptes courants américains,

M. Taylor a jugé que des mesures annoncées par le président George W. Bush allaient améliorer le taux d'épargne des Américains. «Une croissance plus forte en dehors [des États-Unis] et plus d'épargne aux États-Unis vont amener une réduction du déficit des comptes courants», a-t-il affirmé.

John Taylor a également indiqué que l'agenda pour la croissance — un appel à des réformes structurelles lancé lors du G7 de Dubaï en septembre et entériné par tous les membres du groupe — serait au cœur des discussions le week-end prochain.

Il s'est réjoui des réformes déjà annoncées par exemple en Allemagne ou en France, qu'il estime «être un grand progrès par rapport à la situation précédente», mais a ajouté: «Nous voudrions tous voir toutes ces choses qui favorisent la croissance aller plus vite.»

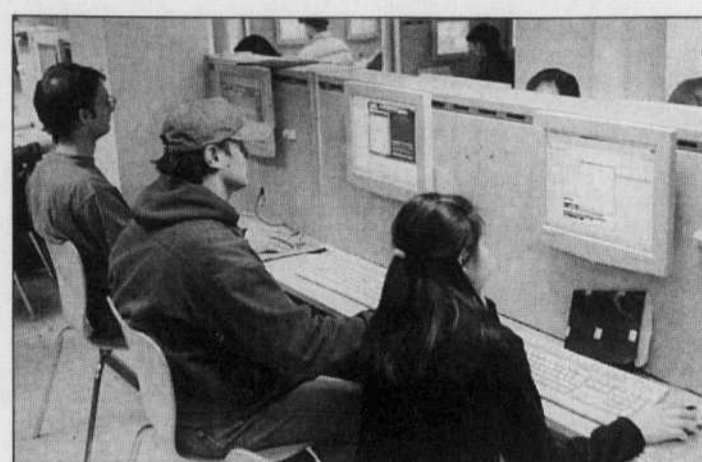
Incertitudes au sujet de la virulence de Mydoom

JEAN-PAUL CADORET AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — La propagation du virus informatique Mydoom semblait se ralentir hier, selon les sociétés de logiciels antivirus, qui soulignaient les contradictions entre les différentes sources d'information. Les éditeurs d'antivirus, qui sont souvent suspectés de noircir le tableau afin de mousser leurs ventes, se livrent à une concurrence féroce pour élargir leur part d'un marché de la sécurité informatique en pleine explosion.

«Nous ne comprenons absolument pas comment ils arrivent à cette évaluation» d'un nombre élevé d'ordinateurs infectés, s'est exclamé sous couvert d'anonymat le directeur des laboratoires européens d'un des principaux éditeurs mondiaux, en citant des communiqués étrangers. «Chez nous, on constate simplement que le nombre de machines infectées par Mydoom était lundi matin en forte régression, et ne dépassait plus les 610 000 ordinateurs concernés dans le monde», a indiqué de son côté David Kopp, directeur des laboratoires de l'éditeur Trend Micro. Selon ses chiffres, les États-Unis, qui sont les plus touchés, comptaient 160 000 machines infectées. Durant le week-end, la société finlandaise F-Secure a estimé à «plus d'un million» le nombre de machines infectées.

Ces chiffres paraissent peu significatifs par rapport aux centaines de millions d'ordinateurs en service dans le monde. Rien qu'en France, il s'est vendu plus de cinq millions d'ordinateurs l'an dernier. «Nous refusons de faire des estimations du nombre d'ordinateurs infectés, car ce chiffre n'est pas établi de la même façon d'une entreprise à l'autre, et il ne peut être si-



SOURCE FRÉDÉRIC DE LA MURE, M.A.E.

Durant le week-end, la société finlandaise F-Secure a estimé à «plus d'un million» le nombre de machines infectées. Ces chiffres paraissent peu significatifs par rapport aux centaines de millions d'ordinateurs en service dans le monde.

gnificatif qu'en le rapprochant d'autres chiffres établis par la même société au cours des dernières années», a expliqué Damase Tricart, chef de produit chez l'américain Symantec.

Cette société préfère surveiller l'évolution du nombre de requêtes qui lui sont envoyées par des clients ou des clients prospectifs. Concernant Mydoom, «nous en sommes à 15 000 soumissions, avec maintenant un rythme à peu près constant de 2000 soumissions nouvelles par jour», indique Symantec.

Objectif atteint

Mydoom a quand même réussi ce week-end à atteindre l'un de ses objectifs, neutraliser le site de l'éditeur de logiciels américain SCO mais même cette attaque était diversement commentée hier: «Il est tout à fait possible que SCO ait préféré débrancher son site», estimait ainsi Damase Tricart. Le groupe américain, qui aurait pu contrer l'attaque par divers moyens, a indiqué dimanche que

«c'est moins handicapant qu'agacant». Hier, le site de SCO était parfaitement accessible, mais grâce à une nouvelle adresse: www.thescogroup.com.

La direction de SCO rappelle en première page de son site avoir offert une récompense de 250 000 \$US pour des informations permettant l'arrestation de l'auteur de Mydoom. L'autre société visée par des attaques programmées pour le 1^{er} mars, Microsoft, a également proposé une récompense équivalente, mais ne semble pas considérer Mydoom comme un danger majeur.

«Le ton des informations des sociétés d'antivirus est généralement très catastrophiste», a estimé Bernard Oughanlian, directeur Sécurité de Microsoft France, soulignant que «tous les utilisateurs d'ordinateurs qui ont une version pas trop ancienne du logiciel de messagerie Outlook peuvent garder sa configuration d'origine, qui interdirait l'ouverture de certains types de fichiers joints, et l'accès au carnet d'adresses.»

LES PETITES ANNONCES

AVIS DE DÉCÈS

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

103
CONDOMINIUMS
ET COPROPRIÉTÉS

PLATEAU Face parc Lafontaine, 3e, 3 c.c., 1123p.c., tr. éclairé, bois franc, poss. terrasse bit. Smin. métro Sherbro. 3724 Parc Lafontaine. Pas d'agents. 269 0038. 217-6047

115
EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

WARWICK - Pr. Victoriaville, cottage pierre, valeur à neuf, 385 000\$, demande: 185 000 \$. 14 pièces, 3 ét. Poss. restaurant, B&B. FERNAND NOËL 819-758-8441

140
PROPRIÉTÉS DEMANDÉES

RECHERCHE 4 1/2
Je suis à la recherche d'un appartement 4 1/2 (min. 800 p.c. de surface habitable) à louer ou à vendre pour occupation au plus tard le 1^{er} juillet 2004 dans les secteurs suivants: Plateau Mont-Royal, Rosemont, Villeray ou Ahuntsic, situé sur une rue paisible, idéalement dans un duplex ou triplex. Je souhaiterais un rez-de-chaussée avec petite cours (ou terrasse) ou dernier étage avec terrasse, planchers en bois franc, entrées lav./séch./lav. vaiss., rénové ou en excellent état. Références disponibles.
TÉL. RÉS.: (514)288-2980 OU CELL.: (514)296-8681

160
APPARTEMENTS ET
LOGEMENTS À LOUER

APPARTEMENT DE PRESTIGE meublé avec goût. Disponible maintenant. Centre-ville, pisc. & garages int. 514-233-0334

C.D.N. - RUE KENT 6 1/2 rénové, haut duplex, 1 200\$ chauffé. 514-972-2896

DISCRIMINATION
INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et/et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

MÉTRO CADILLAC - 4 1/2, haut de 4plex, 2 balcons, calme, pas d'animaux. 480 \$/m. 514-259-0117

PETITE PATRIE, superbe bas duplex, 6 1/2 + range, au s.s., rénové, cachet. Très tranquille, jolie terr. soie! Propriété occ. Pas d'animaux. Pas de co-location. Mars ou avril. 965\$. 514-725-7037. 495-8117

PLATEAU

Marquette, 3e, 6 1/2 agréable, rénové, ensolaillé. 1200\$. Février. 514-523-1344

PLATEAU - Rue de Lanaudière,

4 1/2, 2e de Splex, agréable, rénové. 700 \$/m. Février. 514-527-4792

ROSEMONT, 5666 18e ave

6 1/2, haut duplex. Pas d'animaux. Non-fum. Mai. 900\$. 514-725-8817

164
CONDOMINIUMS À LOUER

MONT-ST-LOUIS - Superbe loft, centre-ville, immeuble de prestige, plafonds 14 pi., pl. bois, tr. lumineux, 5 élec., mezzanine, A/C, stat. int. 1 400 \$. Avril. 514-843-7052

170
HORS FRONTIÈRES À LOUER

À PARIS - 400 à 700 euros/sem. Bastille, Marais. xyzzy@yahoo.fr 011-33-6-09-11-17-86

PROVENCE (Bandol) Vue mer, 5 min. plage, condo 2 c.c. Gr. balcon. Prox. centre-ville (514) 735-0220 (Soir)

175
MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

CHARLEVOIX - Sem. rattaché/été/automne. Maison isolée, vue fleuve, Ile-aux-Coudres, Massif. 2 c.c., 2 s/b, 6 élec., cafetière espresso, foyer, BBQ, 3 lits obli. Location sem.; 950 \$. Photos disp. 418-694-1206

176
CHALET À LOUER

10 MIN. ORFORD - 3 c.c. loyer, 1 fêv. au 13 avr.; 2 500 \$ (tt. incl.) 514-772-7063

ESTRIE - BOLTON CENTRE Lac Nick, 2 c.c., foyer. Semimos. Poss. appl. au s.s. avec 2 c.c. 514-845-9835 450-297-4439

301
CUIVRES D'ART

Achat Jackson, Fortin, Lermieux, Suzor-Côté, Ricciol. 418-648-9292

MARCELLE FERRON

Huile 21 x 27 1975 418-694-1036, 418-259-7467 w-end

307
LIVRES ET DISQUES

Librairie Bonheur d'Occasion achetée à domicile livres de qualité en tout genre. (514) 914-2142 1-888-522-8848 (ext. sans frais) 4487 de la Roche-Mt-Royal.

450
EMPLOIS DIVERS

TRADUCTEURS/TRICES) vers le français. Français impeccable. Tout diplôme universitaire accepté. Expérience. De 45 000\$ à 75 000\$/année. Traductions à faire exclusivement dans nos bureaux de TORONTO. (416) 975-5252 poste 305

515
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU EST LENT ? Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Julien, étudiant. 819-775-9403 (sem) 514-484-8089 (w-end)

530
COURS

ANGLAIS (TOEFL) par diplômé, Ph.D. 8hrs/2006 514.489.3801

575
DÉMÉNAGEMENTS

G. JOUIN TRANSPORT INC. Déménagements de tous genres Spécialité: appareils électriques Assurance complète. 253-4374

FONDATION MARIE-VINCENT
WWW.MARIEVINCENT.ORG
1 888 561-2433

SP La vie avec la sclérose en plaques.

surtout les jeunes adultes de 20 à 40 ans, lorsqu'ils sont dans la fleur de l'âge.

SP Société canadienne de la sclérose en plaques
1 800 268-7582 www.scleroseenplaques.ca

Dion, Jocelyne
1953-2004

À Montréal, le 1^{er} février 2004, à l'âge de 50 ans est décédée Mme Jocelyne Dion, technicienne au département de sciences politiques de l'Université de Montréal. Elle laisse dans le deuil sa mère Mme Alice Patry, son compagnon M. Guy Bouthillier, ancien président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, sa fille bien-aimée Isabelle Clermont, ses frères et sœurs, Richard Dion (Marcelle), Pierre Dion (Louise), Marie-Andrée Dion (Glen Lawson), Louise Dion (Christian Dufourd) et Carole Dion (Michel Lortie), ses neveux et nièces, Geneviève Dion, Félix-Antoine et Sébastien Dion, Frédérique, Charlotte et Morgan Dion-Dufourd. Elle sera exposée au salon:

Alfred Dallaire 1 MEMORIA
1111 Laurier ouest
Outremont
Tél : 514-277-7778

Le mardi 3 février de 14 à 17 heures et de 19 à 22 heures, et le mercredi 4 février dès 9 heures. Les funérailles auront lieu en l'église St-Viateur d'Outremont, le mercredi 4 février 2004 à 11 heures.

Taschereau Élie, Alix
1927-2004

À Longueuil, le 31 janvier 2004, à l'âge de 76 ans, est décédée Mme Alix Taschereau Élie, épouse de feu Pierre-Paul Élie.

Elle laisse dans le deuil ses enfants, Geneviève (Peter Leonard) et Frédéric (Sylvie Jordache); ses petits-enfants, Jessica, Julia, Francis et Guillaume; ses belles-sœurs, Pierrette Gaucher Taschereau et Louise Élie, ainsi que ses neveux et nièces, autres parents et amis(es).

La famille recevra les condoléances au salon Les Peupliers du:

Centre funéraire Côte-des-Neiges inc.
Réseau Dignité
4525 chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal (Québec) H3V 1E7
Tél : 514-342-8000

Le mercredi 4 février 2004 de 19 heures à 22 heures. La famille tient à remercier très sincèrement tous les employés et bénévoles de la Maison Victor-Gadbois pour les soins et le soutien extraordinaire apportés à Mme Taschereau Élie tout au long de son séjour parmi eux. Au lieu de fleurs, un don à la Maison Victor-Gadbois serait grandement apprécié.

Pour publication section décès

Le mémoriel
www.lememoriel.com

(514) 525-1149

2190 Mont-Royal Est
Montréal, Qc H2H 1K3
Télé.: (514) 525-7999

Tous les jours de 11h à 19h30

